

VERS UN DESTIN COMMUN

LA NOUVELLE-CALÉDONIE A UNE HISTOIRE RICHE, TOURMENTÉE, QUI MÊLE DÉCHIRURES PROFONDES ET FORTES RÉCONCILIATIONS ENTRE LES COMMUNAUTÉS.

Les premières traces de peuplement humain sont attestées sur les littoraux aux environs de 1100 avant J.-C. Ces sociétés, arrivées par l'Est de l'Asie au cours d'une lente progression, appartiennent à la civilisation dite du **Lapita**, qui s'étend sur toute une partie du Pacifique Sud. Les principaux aspects de la **tradition kanak**, comme le respect de la coutume, sont nés à cette époque lointaine. En 1774, le Britannique **James Cook** accoste au Nord de la Grande Terre et marque ainsi la découverte européenne de l'île. L'archipel, qu'il baptise « Nouvelle-Calédonie », accueillera rapidement les premiers échanges entre autochtones et visiteurs (santaliers, missionnaires protestants et catholiques...). En 1863, **Napoléon III** prend possession du territoire au nom de la France, le destinant dix ans plus tard à devenir une **colonie pénitentiaire**. Durant trente-quatre ans, y seront déportés condamnés de droit commun ou politiques, comme **Louise Michel**, révolutionnaire pendant « la Commune ».

L'ÉMERGENCE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

À la fin du XIX^e siècle, le sous-sol de la Nouvelle-Calédonie révèle de **grandes richesses minières** et les premiers immigrants asiatiques viennent travailler à leur exploitation. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Nouvelle-Calédonie assume un rôle stratégique dans la **Guerre du Pacifique**.

LES REVENDICATIONS DU PEUPLE AUTOCHTONE

Le **boom du nickel** (1968-1971) fait entrer la Nouvelle-Calédonie dans une période industrielle effrénée. Mais la venue massive de nouveaux immigrants, alliée aux nouvelles données économiques et politiques, accentuent les déséquilibres entre les communautés. Au cours des années quatre-vingt, c'est l'explosion de violence : **les « événements »** déchirent la Calédonie. En 1988, **les accords de Matignon-Oudinot** – signés entre les partis indépendantiste, non-indépendantiste et l'État français – instaurent une **politique de rééquilibrage**, avec la création de trois Provinces et une reconnaissance officielle du peuple kanak.



Poignée de main entre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou, accords de Matignon, 1988.

SUR LE CHEMIN DE LA RÉCONCILIATION

En 1998, ces accords se prolongent avec la signature de l'accord de Nouméa qui crée un gouvernement collégial du pays à côté des trois Provinces : c'est l'assurance que les deux grandes légitimités politiques travaillent ensemble. Le nouvel enjeu devient la construction d'un destin commun pour rendre le retour à la paix définitif et asseoir la citoyenneté calédonienne.



Kanak dans les temps anciens.



Corvée de forçats à Pouébo.



Exploitation du nickel à Thio.



Missionnaire en tournée d'évangélisation.



Le Tige, navire-prison.



Centre culturel Tjibaou.

